

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Consultation n°021TX2025 relative à une marché de travaux de terrassement de nature archéologique au sein d'une base navale à Toulon
--	---

Institut national de recherches archéologiques préventives

Direction de l'administration et des finances

Service de la politique d'achat, des marchés publics et de la relation client

121, rue d'Alesia

75014 Paris

Table des matières

Article 1 : Dispositions générales	4
1.1. Objet du marché	4
1.2. Procédure de passation du marché	4
1.3. Durée du marché	4
1.4. Marchés similaires	4
1.5. Montants du marché	4
1.6. Allotissement	4
1.7. Maîtrise d'œuvre - maîtrise d'ouvrage	4
Article 2 : Pièces contractuelles du marché	5
Article 3 : Exécution des prestations	5
Article 4 : Préparation, coordination et exécution	5
4.1. Plans d'exécution	5
4.2. Organisation, sécurité et protection de la santé	5
4.3. Travaux non prévus	5
4.4. Plan de sécurité	5
4.5. Mesures pour assurer la sécurité et la santé au travail	6
Article 5 : Contrôle et réception des engins et des travaux	6
5.1. Réception des engins	6
5.2. Réception des travaux	6
5.3. Documents fournis après réception	6
5.4. Délais de garantie	6
5.5. Garanties particulières	6
Article 6 : Clauses de financement et de sûreté	6
6.1. Avance	6
6.2. Retenue de garantie	6
Article 7 : Prix du marché	7
7.1. Nature des prix	7
7.2. Mois d'établissement des prix du marché	7
7.3. Modalités des variations des prix	7
7.4. Choix des index de référence	8
7.5. Dispositions spécifiques aux coûts du transfert	8
7.6. Modification du BPU	8
Article 8 : Modalités de règlement des comptes	8
8.1. Facturation	8
8.2. Règlement	9
8.3. Sous-traitance du titulaire	9
8.3.1. Travaux	9
Article 9 : Pénalités	10
CCAP – Consultation n°021TX2025 relative à un marché de travaux de terrassement de nature archéologique au sein d'une base navale à Toulon	2/13

9.1. Constat des non-conformités, retard livraison engin et travaux	10
9.2. Pénalités applicables	10
9.3. Exécution aux frais et risques	11
Article 10 : Intempéries et pollution atmosphérique	11
10.1. Intempéries	11
10.2. Episode de pollution atmosphérique liée à des phénomènes météorologiques	11
Article 11 : Assurances	11
Article 12 : Garantie	12
Article 13 : Résiliation du marché	12
Article 14 : Déclarations	12
Article 15 : Clause de réexamen	12
Article 16 : Dérogations aux documents généraux	13

Article 1 : Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de travaux de terrassement, et la mise à disposition d'engins de terrassement, afin de permettre à l'Inrap de réaliser la fouille archéologique située à Toulon – Base navale.

Le marché concerne d'une part la mise à disposition d'engins avec chauffeurs pour laquelle le titulaire travaille sous les instructions des archéologues de l'Inrap, d'autre part des travaux pour lesquels le titulaire est engagé sur un résultat.

De façon exceptionnelle et sur demande expresse de l'Inrap, le titulaire pourra intervenir pour des opérations de terrassements sur un périmètre géographique voisin du lot pour lequel il est retenu.

1.2. Procédure de passation du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande passé en application de la procédure adaptée selon les articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Il est conclu pour une durée initiale d'un (1) an ferme à compter de sa notification. Le marché est reconductible deux (2) fois par période de douze (12) mois par tacite reconduction, puis deux (2) fois par période de six (6) mois par tacite reconduction. En tout état de cause, la durée totale de l'accord-cadre ne peut dépasser 48 mois.

1.4. Marchés similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

1.5. Montants du marché

Le montant du marché est fixé dans l'acte d'engagement.

1.6. Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

1.7. Maîtrise d'œuvre - maîtrise d'ouvrage

Concernant les opérations de diagnostic, l'Inrap assure la mission similaire à celle d'un maître d'ouvrage.

Concernant les opérations de fouille, la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'aménageur, l'Inrap assurant la maîtrise d'œuvre.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et l'annexe financière n°1 : le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux en vigueur à la date de remise des offres (CCAG/Travaux) ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de terrassements en vigueur à la date de remise des offres (CCTG/ Terrassement) ;
- Le mémoire technique établi par le titulaire.

Article 3 : Exécution des prestations

Les délais de mise à disposition des engins et travaux sont indiqués dans les ordres de service émis par l'Inrap.

Les prestations demandées prendront la forme de bons de commande émis par la Personne publique ; ils préciseront :

- Le numéro du présent marché ;
- La référence de l'opération concernée ;
- Les engins et travaux demandés ;
- Le montant maximum de la commande pour le chantier concerné ;
- Les délais de réalisation ;
- La date d'émission du bon de commande.

Article 4 : Préparation, coordination et exécution

4.1. Plans d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

4.2. Organisation, sécurité et protection de la santé

Les stipulations de l'article 31 du C.C.A.G travaux sont applicables.

4.3. Travaux non prévus

Les travaux non prévus feront l'objet de travaux supplémentaires (TS) qui seront mobilisés par ordre de service (ODS).

4.4. Plan de sécurité

Il pourra être demandé au titulaire de participer à un plan de sécurité (PPSPS) ou à un plan de prévention organisé soit par l'Inrap soit par l'aménageur.

4.5. Mesures pour assurer la sécurité et la santé au travail

Le titulaire veillera à ce que ses agents qui interviennent sur les opérations de l'Inrap disposent d'une connaissance des droits concernant la protection sociale des salariés et des modalités relatives à leur sécurité et à leur santé.

Il s'assurera aussi que ses agents puissent comprendre les consignes données par les archéologues.

Article 5 : Contrôle et réception des engins et des travaux

5.1. Réception des engins

Les engins mis à disposition sont réceptionnés par un agent de l'Inrap par un procès-verbal de réception des engins avec chauffeurs.

5.2. Réception des travaux

Les travaux réalisés sont réceptionnés à partir de la date à laquelle le titulaire avise l'Inrap qu'ils seront considérés effectués. Les travaux sont considérés effectués par un procès-verbal de réception des travaux de l'Inrap. Si des non-conformités sont identifiées, des réserves sont émises et sont soumises au titulaire afin qu'il corrige les malfaçons et imperfections. Les réserves ne peuvent être ultérieurement levées que par un procès-verbal de levée des réserves établis par l'Inrap. La procédure de ces travaux se déroule conformément aux stipulations de l'article 41 du C.C.A.G Travaux.

5.3. Documents fournis après réception

Aucun document n'est à fournir après exécution.

5.4. Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G Travaux.

5.5. Garanties particulières

Les garanties particulières concernent les prestations de remblaiement. En l'absence de dispositions particulières, les remblaiements s'effectuent dans l'ordre des terres initialement en place. Les garanties particulières concernent aussi la solidité des sols en cas de compactage demandé dans le cadre de l'article concerné du CCTP.

Article 6 : Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies à l'article L2191-2 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément à l'article R2191-11 du Code de la Commande Publique.

6.2. Retenue de garantie

Le marché ne fait pas l'objet de retenue de garantie.

Article 7 : Prix du marché

7.1. Nature des prix

Le présent marché est conclu à prix unitaires. Ces prix sont détaillés dans le bordereau des prix.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et au respect des obligations prises par le Titulaire au titre du présent marché, et notamment au titre de la réglementation. Les prix sont réputés comprendre toutes les sujétions techniques imprévues inhérentes aux travaux de terrassement.

Les prix de location des différents engins sont des prix de location avec chauffeur. Ils intègrent l'ensemble des dépenses nécessaires au parfait et complet usage des engins sachant que ces engins seront utilisés 8 heures/jour ou quatre heures pour la pelle 20 tonnes. Ces prix comprennent, notamment, la mise à disposition des engins avec tous les accessoires nécessaires à un décapage de surface, le carburant, les lubrifiants, l'entretien, les assurances, les salaires, les frais de déplacement et d'hébergement des personnels, ...ainsi que les différents frais, impôts et taxes de l'entreprise et sa marge bénéficiaire. Ces prix couvrent également les charges nécessaires à la conformité des engins aux dispositions applicables à la protection de l'environnement.

Si pendant la durée du marché, une prestation non prévue ou/et la location d'un engin qui n'avait pas été initialement envisagé sont nécessaires à la réalisation de l'opération, l'Inrap se réserve l'opportunité de demander au Titulaire de lui faire une proposition financière concernant le prix de la prestation et ce via la procédure de « Modification du BPU ».

Les prix nouveaux qui recueilleront l'accord des parties auront la même forme que ceux constituant l'offre initiale sous forme de prix unitaires. Ils seront intégrés au marché par un ordre de service signé par le Titulaire et l'Inrap.

7.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Septembre 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

7.3. Modalités des variations des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification du marché par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois zéro et au mois n qui est le dernier indice connu au mois $n-3$ du mois anniversaire. Le titulaire de chacun des lots devra nous communiquer sa proposition de révision annuelle, trois mois avant la date anniversaire de la notification.

Les prix du marché seront révisés à l'issue de chaque période de validité (soit 12 mois). Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois au cours duquel commence la nouvelle période de validité. Si la date anniversaire de la notification est situé dans le mois, c'est toutes les exécutions réalisées à partir du 1er de ce mois qui sont révisées.

Les prix du bordereau ainsi révisés seront fermes et invariables pour toutes exécutions réalisées pendant la période de validité concernée, soit 12 mois.

7.4. Choix des index de référence

L'index de référence I est l'index TP03A Grands terrassements, publié au Moniteur des Travaux Publics dans son support papier : le premier numéro daté après la date anniversaire de la notification. En cas de modification apportée à cet indice, il pourra être fait application de son indice de remplacement, affecté le cas échéant du coefficient de raccordement proposé par la même source.

7.5. Dispositions spécifiques aux coûts du transfert

Les coûts de transfert seront exclusivement selon les modalités du CCTP et du BPU.

7.6. Modification du BPU

En cas de survenance de circonstances imprévues ou de variations en nature de certains postes des BPU, le titulaire ou l'Inrap auront la faculté d'échanger afin de modifier le BPU. Les prix proposés devront être justifiés par des éléments tangibles et documentés, et soumis à l'approbation préalable de l'Inrap. En cas d'acceptation d'un prix nouveau, ces modifications pourront être prises par ordre de service.

Article 8 : Modalités de règlement des comptes

8.1. Facturation

Après les opérations de vérification (avec ou sans réfaction), le titulaire adresse la facture correspondante au bon de commande pour le montant des travaux dûment constatés.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché et du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées et le rappel du libellé de la prestation ;
- Le code du chantier (fourni par l'INRAP sur l'ODS) ;
- L'adresse du chantier ;
- Le montant hors taxe des prestations en question ;
- Le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et remises ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

Le titulaire établira une facture par code chantier INRAP.

En application de l'ordonnance du 26 juin 2014, précisant la loi du 3 janvier 2014, l'INRAP, en tant qu'établissement public administratif, réceptionne les factures de ses fournisseurs via la solution de facturation électronique Chorus Portail Pro 2017, obligatoire pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités locales et leurs établissements publics.

Toutes les entreprises (quelle que soit leur taille) ont néanmoins la possibilité d'envoyer leurs factures par le portail CPP.

La solution mutualisée CPP 2017 est disponible selon trois modalités : saisie de facture sur le portail, téléchargement d'une facture PDF, émission de flux.

Pour plus d'informations, il conviendra de se référer sur la réglementation en vigueur :

<http://www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0>

<http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'INRAP à Paris.

8.2. Règlement

Le paiement s'effectuera selon les règles de la compatibilité publique et conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique. Le règlement s'effectue en conséquence dans un délai global de paiement fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par la personne publique.

La personne publique se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte indiqué dans l'acte d'engagement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité par le titulaire du marché, à compter du jour d'expiration du délai, au bénéfice d'intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

8.3. Sous-traitance du titulaire

Le candidat est autorisé à sous-traiter une partie des prestations. Dans cette hypothèse, il indiquera dans le formulaire DC4 la nature et le montant qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance. Le montant des prestations sous-traitées indiquées dans le DC4 constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra nanter et céder.

Le candidat pourra également proposer l'intervention d'un sous-traitant à la notification du marché ou en cours d'exécution. Dans cette hypothèse, chaque sous-traitant doit être agréé par l'Inrap ainsi que les modalités de son paiement dans le cadre d'un acte spécial de sous-traitance. En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Seules les prestations de travaux (à l'exclusion de la location d'engins avec chauffeur) feront l'objet d'une déclaration de sous-traitance, dans les formes ci-dessus stipulées.

8.3.1. Travaux

Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention être déclaré à l'Inrap afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

a) La nature des prestations sous-traitées ;

b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;

CCAP – Consultation n°021TX2025 relative à un marché de travaux de terrassement de nature archéologique au sein d'une base navale à Toulon 9/13

- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il devra également fournir le nombre de jours homme ou les travaux qu'il entend lui confier dans la réalisation de la prestation.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

Article 9 : Pénalités

9.1. Constat des non-conformités, retard livraison engin et travaux

Les non-conformités, retard de livraison engin et travaux, ainsi que tout autre dysfonctionnement, sont formalisés dans les PV de réception. Ces PV ont valeur de mise en demeure.

9.2. Pénalités applicables

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels notamment en termes de délai, il sera fait application des pénalités suivantes, avec mise en demeure préalable :

- En cas de retard dans la date de début d'exécution d'une commande (la non-conformité des engins ainsi que la non-conformité des habilitations des conducteurs équivalent à un retard, lié à l'absence de visite de terrain entraînant une méconnaissance des contraintes inhérentes aux caractéristiques du chantier et une inadéquation des moyens au besoin) : 500,00 euros H.T. majorés de 2/10ème du montant du barème horaire de location de l'engin par heure de retard.
- En cas de retard dans l'achèvement des travaux d'une commande : 400,00 euros H.T. par jour calendaire de retard.

Les pannes, dans le cadre normal d'utilisation, ne donnent pas lieu à l'application des pénalités. Il sera toutefois décompté du tarif journalier les heures d'immobilisation qui ne donneront pas lieu à paiement.

- En cas de panne résultant d'un défaut d'entretien, une pénalité égale à 2/10ème du montant de la location sur la durée d'immobilisation des travaux pourra être retenue. La pénalité est appliquée à la fin du délai stipulé dans la mise en demeure.

Les retards de ravitaillement en carburant et entretien effectué pendant les heures de mise à disposition des moyens, entraînant leurs immobilisations, sont considérés comme des pannes, et donneront lieu à l'application des pénalités suivantes :

- Dans le cas d'une durée de deux heures au maximum : décompte du tarif journalier des heures d'immobilisation, qui ne donneront pas lieu à paiement.
- Dans le cas de durée d'immobilisation supérieure à deux heures, il sera fait application d'une pénalité de 200,00 euros H.T. par heure d'immobilisation sur la journée de travail (8h). La pénalité est appliquée dès la fin des 2 h, sans mise demeure, au surplus les heures d'immobilisation ne donneront pas lieu à paiement.

En cas de retard de plus de 8 jours calendaires dans l'exécution d'une opération, l'Inrap se réserve le droit de répercuter au titulaire les pénalités qui lui seraient appliquées par l'aménageur de l'opération ainsi que le montant correspondant aux jours d'immobilisation des personnels de l'Inrap.

Il pourra également être appliqué des pénalités en cas d'absence aux réunions de chantier et de défaut de fourniture de documents obligatoires listés au CCTP.

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux ou à toutes réunions organisées par l'Inrap, une pénalité forfaitaire de 200 euros sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

En cas d'absence de remise des documents obligatoires dans les délais stipulés au CCTP ou dans l'ODS une pénalité journalière de 100 euros sera appliquée par jour de retard.

9.3. Exécution aux frais et risques

Conformément à l'article 52 du CCAG Travaux, l'Inrap se réserve le droit de faire exécuter aux frais et risques du titulaire des mises à disposition d'engins ou des travaux dans les cas où le titulaire du marché n'exécuterait pas les prestations conformément aux termes du marché et aux ordres de service.

Article 10 : Intempéries et pollution atmosphérique

10.1. Intempéries

Sont considérées comme normalement prévisibles, les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et les durées suivantes :

Nature du phénomène	Intensité des phénomènes et seuils de durée
Pluie	20 mm de précipitation pendant 5 jours ;
Gel	Une température de - 8 ° Celsius pendant 5 jours.

Au-delà des intensités et des durées mentionnées, les chantiers sont interrompus et le titulaire ne peut prétendre à une indemnisation autres que celle stipulée au CCTP.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Météo-France, la plus proche de l'adresse du chantier.

En dehors des critères de définition des intempéries, si certaines conditions météorologiques (pluie, ...) et autres phénomènes naturels (remontée de nappe phréatique, ...) devaient altérer les conditions de décapage et de circulation, l'INRAP pourrait être amenée à demander à l'entreprise de changer le matériel mis à disposition contre des engins mieux adaptés aux conditions rencontrées.

10.2. Episode de pollution atmosphérique liée à des phénomènes météorologiques

Cf. article concerné du Cahier des clauses techniques particulières.

Article 11 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il a contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil, garantissant les tiers en cas de dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non consécutifs. Le titulaire doit justifier de la nature des risques couverts et les montants de garantie souscrits et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.

Le titulaire aura aussi contracté une assurance en extension de garantie en ce qui concerne la loi n°2016-1087 sur la reconquête de la biodiversité du 8 août 2016.

Article 12 : Garantie

Les travaux correspondants aux prix mentionnés au BPU dans la famille « Travaux » font l'objet d'une garantie de parfait achèvement conformément aux dispositions de l'article 44 du CCAG Travaux.

Article 13 : Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par l'Inrap dans les cas prévus aux articles 49, 50 et 52 du C.C.A.G. Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 51 de ce même C.C.A.G. Travaux.

Article 14 : Déclarations

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six (6) mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le co-contractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le co-contractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : Extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- Article D. 8254-2 : Liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail.

Article 15 : Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment

en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un courrier RAR au prestataire, sans que cela ne nécessite d'avenant au marché.

Article 16 : Dérogations aux documents généraux

Articles du CCAG-TVX auxquels il est dérogé	Article du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations	Intitulé de l'article
9	7.3	Révision des prix
19	9	Pénalité